

ECHO-flash

Journal d'Information des Militants CGT de l'Allier

n°300 – mars/avril 2022

Élections

Fonction Publique :

C'est parti !

Pages 8 et 9

Conférence

Régionale :

Les enseignements

Pages 10 et 11

Echo-flash :
300 numéros,
Quelle classe !

La lutte, hier et demain !



Vous avez entre les mains le 300^{ème} numéro de notre journal Echo-flash. Modestement, depuis près de quarante ans, notre journal a essayé de retranscrire fidèlement ce qu'est l'activité CGT dans notre département.

Ce coup d'œil dans le rétroviseur nous rappelle combien il ne faut jamais baisser la garde contre le camp d'en face, ne jamais penser acquies à jamais des revendications arrachées de haute lutte. Remettre cent fois l'ouvrage sur le métier, c'est bien cela le syndicalisme.

La lutte de classe ne devant jamais être remise à demain, à n'en pas douter, bien d'autres pages de notre journal se feront l'écho des luttes à venir. Le contexte social actuel, post élection présidentielle, nous en donne la certitude.

Le 24 avril, l'extrême droite a été battue au deuxième tour des élections présidentielles. C'est une très bonne chose. C'est un danger immédiat qui est écarté. Pour autant, le nouveau président Macron, ses soutiens et le patronat vont poursuivre l'entreprise de casse de nos droits collectifs, de nos services publics et le creusement des inégalités.

Pendant la campagne électorale, les annonces programmatiques et les « petites phrases » ont été très inquiétantes. Elles marquent la volonté de poursuivre et d'amplifier la politique menée depuis 5 ans : allongement de la durée du travail, imposition de travaux d'intérêts généraux pour les allocataires du RSA, réforme de la retraite à 65 ans... Autant de mesures qui aggraveront les inégalités, et rendraient encore plus difficile la vie de celles et ceux qui travaillent, étudient, subissent la précarité ou le chômage.

La CGT l'a martelé durant des semaines, il y a bien urgence à augmenter les salaires et les pensions, à baisser le temps et la durée du travail, à s'engager dans une transition écologique socialement juste, à défendre notre sécurité sociale et notre système de retraite par répartition.

Pour cela, la mobilisation du plus grand nombre est indispensable. Nous allons devoir nous engager avec détermination, et très vite, dans la lutte avec le 1er mai comme première date, afin de faire entendre nos revendications et construire les mobilisations larges et unitaires qui permettront d'imposer d'autres choix !

Laurent Indrusiak, Secrétaire Général de l'UD

Sommaire

- UNE** : Photo propriété UD
- P2** : Editorial
- P3** : Célébration Echo-flash
- P4 et 5** : – Congrès USR Allier
– Pub
- P6 et 7** : Brèves luttes
- P8 et 9** : Elections Fonction Publique
- P10** : Conférence Régionale
- P11** : Interview
- P12** : Pub

Editeur : Union Départementale des Syndicats CGT de l'Allier
8 bis quai Louis Blanc - 03100 MONTLUÇON
Laurent Indrusiak - Directeur de Publication
Jean Pascal Pradel - Responsable de rédaction
Site internet : www.cgt03.fr - Prix : 1 € 30 - C.P.P.A.P. 0414 S 06639
Impression : BUBBLE'COM - 03100 Montluçon

300^{ème} numéro du magazine de l'UD, ça se fête !

Que de chemin parcouru depuis la naissance de notre journal d'UD en 1982. Nous en sommes, 40 ans plus tard, au 300^{ème} numéro. Imaginez, avec une moyenne de 12 pages par journal, le nombre d'articles traités concernant l'actualité sociale de notre département. Effectivement, il convient de l'ajouter, Echo-flash n'est pas une simple compilation d'articles réalisés dans d'autres lieux que dans notre département. Sa richesse provient du fait que des militants s'astreignent régulièrement à prendre la plume, alors que ça n'est pas leur métier, pour rendre compte de l'activité de la CGT, son rôle, ses missions, ses mandats, à destination des syndiqués de l'Allier. 300 numéros parus et ça n'est pas fini...

La genèse

C'est en 1982, avec un numéro d'essai, qu'Echo-flash paraît pour la première fois. Au début et pendant plusieurs années, il s'agit essentiellement d'une compilation de courriers, tracts, à destination des militants CGT du département. Sa fréquence n'est pas régulière et il se cale sur l'actualité sociale à traiter. À l'époque, il complète le journal « Unité » qui s'adresse aux syndiqués de l'Allier. C'est un assemblage sommaire de plusieurs feuilles agrafées en coin de page. Souvent l'écriture manuscrite est utilisée, y compris sur la Une, et nous en retrouvons des traces jusqu'en juin 1989.

En 1992, l'ancienne formule s'éteint avec le numéro 104 pour passer à une nouvelle série, qui apparaît le 26 juin et qui reprend le numéro zéro. Ainsi, dans la réalité, nous en sommes au numéro 404 de notre journal. Notre magazine se cherche. La tête se modifie à 2 reprises en avril et en octobre de la même année. En 1995, la bichromie apparaît à la Une, mais le procédé est abandonné car le coût trop élevé.

Un élan nouveau pour le changement de millénaire

C'est en 2000 que la Une prend de la couleur avec le numéro 79 de février. Elle sera dorénavant sur

un fond blanc et la tête se parera de ses couleurs qui marquent la charte graphique du journal, du bleu sur fond jaune. Là encore, un essai peu probant sera tenté avec la généralisation de la couleur dans l'ensemble du journal. C'est le numéro 92 qui consacre cette quadrichromie, trop coûteuse pour être pérenne.

En juillet 2002, le magazine célèbre à la Une son centième numéro.

La période moderne

Echo-flash enrichit régulièrement ses contenus. Il fait appel à des rédacteurs militants et ouvre à la création graphique ses pages et colonnes à partir d'illustrations de dessinateurs ou de photographes locaux. C'est en janvier 2010 qu'il enregistre l'évolution la plus significative. Une harmonie de présentation et de maquette sont recherchées. Sa ligne éditoriale s'affine et apparaissent des rubriques qui seront dorénavant régulières. Avec le numéro 190, la couleur investit le journal pour la moitié de sa pagination. Mais il faudra attendre décembre 2012 pour qu'elle se généralise sur l'ensemble du magazine.

Aujourd'hui, Echo-flash a l'ambition d'apporter des informations et arguments aux élus et militants CGT de l'Allier. Avec la digitalisation, il s'ouvre plus largement aux syndiqués, voire aux travailleurs,

puisqu'il est maintenant accessible en ligne et relayé largement sur les adresses mail. Il rythme les luttes et l'actualité revendicative du département, à raison de 6 numéros dans l'année, pour 12 pages régulières.

Au fil du temps, il est devenu un support de qualité, attendu des lecteurs, agréable à lire, maniant à la fois humour mais aussi sérieux dans le traitement de l'information. Son ambition ? Être utile à chacun !

La direction de l'UD a eu l'occasion d'honorer ses 45 ans d'existence en souhaitant encore une longue vie au journal de la CGT de l'Allier.

Jean-Pascal Pradel

Appel aux syndicats :

Le travail de conservation de notre magazine, réalisé par l'IHS (Institut d'Histoire Sociale CGT du Bourbonnais), n'a pas permis de retrouver, dans les archives de l'UD, les six premiers numéros d'Echo-flash (1982-1983). Sans doute des syndicats les possèdent-ils dans leurs propres archives ? Si tel est le cas, nous vous remercions d'en faire don à l'Union Départementale pour en assurer la conservation.

11^{ème} congrès de l'Union Syndicale des Retraités

Après avoir été reporté deux fois pour cause de confinement et crise sanitaire, le 11^{ème} congrès de l'USR CGT de l'Allier s'est tenu le 12 avril 2022 à Tronget.

Depuis le 10^{ème} congrès qui avait eu lieu en février 2017, 5 ans se sont écoulés durant lesquels la situation des retraités ne s'est pas améliorée.

76 délégués issus des différentes sections professionnelles ou interprofessionnelles des 3 bassins du département étaient réunis pour aborder les revendications des retraités.

A noter la présence de Bernard Guidou, Secrétaire Général adjoint de l'Union Confédérale des Retraités ainsi que Monique Mouhat, trésorière de l'UCR et Laurent Indrusiak, Secrétaire Général de l'UD 03.

Après le rapport introductif de Gérard Bonneau, secrétaire sortant de l'USR 03, le débat général a porté sur les revendications prioritaires des retraités :

- La santé et le grand âge (structures d'accueil, soins, perte d'autonomie...);
- La reconquête de la Sécurité Sociale et des Services Publics (accessibilité, proximité...);
- Le tout numérique (coût, accès, deshumanisation du contact...);
- Moyens de déplacements en zone rurale;



Revalorisation des retraites et pensions avec le versement immédiat de 300 € à titre de rattrapage de la perte de 10 % du pouvoir d'achat depuis 10 ans (augmentation des prélèvements CSG, désindexation par rapport au salaire moyen, pour les fonctionnaires non revalorisation de la valeur du point...);

- Nécessité de faire connaître les revendications de la CGT : aucune retraite ne doit être inférieure au SMIC, soit 2.000 € pour une carrière complète.

De nombreux camarades ont abordé le résultat du 1er tour des élections présidentielles et le face à face Macron/Le Pen au second tour.

La deuxième partie du congrès a abor-

dé la question de la continuité syndicale, la communication, le syndicalisme spécifique retraité, la place des retraités dans la société et dans les luttes aux côtés des actifs.

Être syndiqué à la retraite, c'est possible et nécessaire afin d'améliorer sa situation et vivre dignement après des années de travail. Plusieurs pistes de réflexions et d'actions dans ce sens ont été évoquées.

Les délégués ont élu une Commission Exécutive de 26 membres, un secrétariat départemental tenu en binôme par Cathy Savel et Patrick Herbette avec Annie Lemeux comme trésorière (retraîtée des impôts).

Cathy Savel et Patrick Herbette



Cathy Savel a passé sa carrière à la CPAM de Moulins (de 1976 à 2017). Adhérente depuis le début, elle a milité dans de nombreuses instances nationales et départementales. Militante associative et politique, elle s'est engagée contre toutes formes d'injustices et la défense des valeurs humanistes.

Patrick Herbette est adhérent depuis 1973, il a passé 12 ans dans le secteur privé puis fut embauché à EDF-GDF en 1982 à Paris. Il est retraité depuis 2008.

Un passage de flambeau

Gérard Bonneau a assumé pendant 5 ans le poste de 1^{er} animateur de l'Union Syndicale. Le parcours de l'homme ne s'arrête pas à ces quelques années... Echo-flash revient sur quelques étapes phares du militant.

Gégé, comme tout le monde le surnomme, est un militant convaincu. Il prend sa carte à la CGT en 1968 et s'investit rapidement dans un militantisme conquérant, en lequel il croit fermement, comme il le dit lui-même. Si c'est dans la santé que notre Gégé œuvre le plus, l'interpro ne lui est pas étranger pour autant.

D'abord simple militant, les prises de responsabilité ne tardent pas à arriver. Que ce soit pendant 14 ans, en tant que Secrétaire au CH de Montluçon, ou dans ses autres mandats, fédéraux et confédéraux, notre Gégé ne s'économise pas et milite avec hargne et passion.

Voilà 12 ans, comme si son emploi du temps n'était pas assez chargé, Gérard intègre la Commission Exécutive de l'USR pour, en 2017, en devenir le Secrétaire Général, succédant ainsi à Her-

vé Charasse. Un mandat qui n'allait pas être des plus aisé à mener. La pandémie, les débats et divergences d'opinion, ainsi qu'une santé fragilisée n'ont pas eu raison de sa détermination à tenir ses engagements de première responsable. La multitude de mobilisations contre la réforme des retraites, les manifestations sur les différentes revendications des retraités en témoignent, confirmant ainsi son désir d'être dans la continuité syndicale, une fois à la retraite.

Gérard a toujours mis en application cette jolie citation : « Tâchons de dépasser ce qui nous oppose et de multiplier ce qui nous unit ». Il est un camarade comme nous les aimons à la CGT : disponible, à l'écoute de chacun, faisant preuve au quotidien de fraternité et de solidarité, valeurs de notre belle CGT. Nous pouvons nous rassurer car, si Gérard a passé le flambeau de premier diri-

geant de l'USR au binôme Cathy Savel/Patrick Herbette lors du dernier congrès de l'USR, qui s'est tenu le 12 avril 2022 à Tronget, il ne dit pas au revoir pour autant au militantisme, car il continuera de participer aux travaux de l'USR par le biais de sa Commission Exécutive et se consacra d'avantage à son mandat de Secrétaire du Syndicat des Retraités de l'Hôpital de Montluçon et, nous l'espérons, un peu plus à sa famille qui l'a aidé et soutenu depuis le début et pendant toutes ces années d'engagement militant.

Magalie Ferreira Neves



Offre parrainage

Parrainez 1 filleul et choisissez*

la carte française

la carte cadeau du Made in France 30€

ou

le parrainage solidaire

nous versons un don à Mutuale Solidarité 30€

* Offre valable du 01/02/2022 au 31/01/2023.

Voir les modalités dans le règlement de l'offre disponible sur www.mutuale.fr

Vous protéger, vous, vos proches et vos biens

Nos offres** pour couvrir l'ensemble de vos biens...

- Le contrat Habitation
- La Protection Juridique
- Le contrat Automobile
- L'Assurance Scolaire
- Le contrat Route Tranquille

et nos solutions prévoyance*** pour vous aider à faire face sereinement aux aléas de la vie.

Accident, décès, hospitalisation, obsèques

PARTICULIERS

TNS

ENTREPRISES

AGENTS TERRITORIAUX ET HOSPITALIERS

VILLAGES



Mutuale
La Mutuelle Familiale

■ Renseignements et prise de rendez-vous :

Agence de Clermont-Ferrand

16 Rue St-Genès

Agence de Moulins

87 Rue d'Allier

Agence de Montluçon

73 Av. de la République

Agence de Vichy

30 Bd Gambetta

02 54 56 41 41

www.mutuale.fr



** Mutuelle assureuse : Mutuelle d'Assurance Solidaire - INSEE n°532631942
Mutuelle régie par le code de la mutualité, soumise aux dispositions du livre II de ce même code et immatriculée à l'INSEE

***Mutuelle assureuse : Mutuelle de Prévoyance - INSEE n°337 682 660
Siège social : 6 rue Gallée - Parc A10 Sud 41260 La Chaussée-St-Victor.

RESTONS NOUS-MÊME !... RESTONS MOBILISÉ-E-S !...

Bien que le climat ambiant de ce printemps 2022 soit sclérosé par la guerre en Ukraine et teinté d'attentisme face à l'échéance électorale nationale d'avril, la CGT ne se laisse pas détourner de ses fondamentaux et continue de multiplier ses actions pour la défense des salarié-e-s.



04 mars 2022 : 3^{ème} vendredi de mobilisation, à 14h00, devant les urgences de l'hôpital de Montluçon/Néris-les-Bains, à l'appel de l'intersyndicale CGT/FO, afin de dénoncer « la menace imminente de fermeture » de ce service.

08 mars 2022 : journée internationale des droits des femmes. A cette occasion, l'UL CGT de Montluçon/Commentry organise un événement au théâtre de Commentry, en fin de journée, avec la projection du film « Debout les femmes », réalisé par Gilles Perret et François Ruffin, suivi d'un débat sur les métiers dits « féminisés ». Cette initiative s'alimente, en parallèle, d'une grande campagne d'investigation, lancée par la CGT, sur mes métiers du soin et du lien, tels les aides à domicile, les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH), les ATSEM... dont les premiers retours confirment qu'à compétences égales, un métier féminisé est moins bien rémunéré qu'un métier masculinisé. Une initiative réussie et saluée par une centaine de participant-e-s.

11 mars 2022 : à l'appel de plusieurs organisations syndicales, dont la CGT 03, et de plusieurs partis politiques,

deux rassemblements (Montluçon et Moulins) se sont tenus dans le département de l'Allier pour condamner l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et demander une sortie diplomatique du conflit. La CGT 03 participe également à la solidarité envers le peuple ukrainien en transmettant des dons à notre organisme national « Avenir Social », en charge de la collecte et de la redistribution en adéquation avec les besoins des populations concernées.

15 mars 2022 : rendez-vous est pris à la salle des fêtes de St Sornin pour une journée d'étude sur le thème : « Combattre syndicalement les idées d'extrême droite ! ». Une journée importante pour comprendre et apprendre à déjouer les discours nauséabonds de certains et rappeler nos valeurs universelles de solidarité, de fraternité, d'égalité entre les salarié-e-s, quels que soient leur statut, leur origine, leur nationalité... Une cinquantaine de syndiqué-e-s profiteront de ces précieuses informations et débattront lors de cette journée.

17 mars 2022 : nouvelle journée d'action de grève interprofessionnelle pour exiger l'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux. Dans le

département de l'Allier et dans le cadre de l'intersyndicale (CGT, FSU et Solidaires), la CGT organise des meetings sur les salaires dans les trois principaux bassins d'emplois (Montluçon, Moulins et Vichy) entre 12h00 et 14h00.

24 mars 2022 : nationalement, à l'appel de neuf organisations syndicales (dont la CGT) et associations, les retraités sont, de nouveau, appelés à descendre dans les rues pour exprimer leur colère et faire entendre leurs revendications sur les pensions, la santé et les services publics. Dans notre département, il est décidé de protester en région : rendez-vous est donc pris pour un rassemblement, à 12h30, Place du 1^{er} mai à Clermont-Ferrand, suivi d'un départ en manifestation, à 14h30, en direction de la CARSAT et de l'ARS.



31 mars 2022 : journée d'action de grève des agents territoriaux de la Fonction Publique à l'appel de la CGT. Une cinquantaine de manifestants se sont retrouvés

devant les locaux du Centre de Gestion à Yzeure. Une délégation de la Coordi-

nation Syndicale Départementale CGT de l'Allier a été reçue par la Directrice et le Président du Centre de Gestion. La CGT profite de cet échange pour rappeler et insister sur l'urgence imminente d'augmenter les salaires et les effectifs des agents territoriaux, avec une attention plus particulière sur les agents isolés des petites communes de campagne.

05 avril 2022 : nouvelle journée d'action nationale de grève pour les AESH. Les AESH de l'Allier en grève se sont réunis, entre autres, dans les locaux de l'Union Locale CGT de Montluçon pour une conférence de presse et sont ensuite allés nourrir les rangs de la manifestation organisée à Clermont-Ferrand.

07 avril 2022 : des personnels des Finances Publiques, du service de gestion comptable de Moulins, de la trésorerie hospitalière départementale cessent le travail. A l'appel de l'intersyndicale CFCT/CGT/FO/Solidaires, les personnels manifestent devant le centre des impôts à Yzeure pour sensibiliser les contribuables sur leur épuisement physique et psychologique et dénoncer les trop nombreuses suppressions de postes dans l'Allier (150 en 10 ans).

07 et 08 avril



2022 : Conférence Régionale CGT AU-RA, à Super Besse : la CGT fixe le cap pour les trois ans à venir. 14 militant-e-s

de la CGT 03 participent aux travaux qui confirment les axes d'intervention de la CGT en faveur des salarié-e-s (32h ; égalité femmes/hommes ; prévention ; maintien dans l'emploi...)

de la CGT 03 participent aux travaux qui confirment les axes d'intervention de la CGT en faveur des salarié-e-s (32h ; égalité femmes/hommes ; prévention ; maintien dans l'emploi...) mais aussi en matière de logement, d'accès aux services publics, de réindustrialisation, de relocalisation de la production, d'urgence climatique... (voir le compte-rendu page 10).

Gisèle Bascoulergue

Confortons notre avantage dans la Fonction Publique



Le 08 décembre 2022 se tiendront les élections professionnelles dans les 3 versants de la Fonction Publique. Le maintien de notre première place est primordial pour notre représentativité ainsi que pour la reconquête de celle de première organisation syndicale dans le privé.

Résultats des élections 2018 dans la Fonction Publique par affiliation (en milliers de voix)

Source : DGAFP, d'après ministères, DGCL et DGOS.

	Fonction publique de l'état	Fonction publique territoriale	Fonction publique hospitalière	Ensemble fonctions publiques
CGT	129,6	257,3	139	525,9
CFDT	148	201,6	106,9	457,2
FO	183,4	143,4	108,9	435,7
UNSA	170,2	74	24,4	268,7
FSU	175,1	33,9	0,1	209,2
Solidaires	81,2	34,1	37	152,3
Autres	69,5	37,2	7	113,7
FA-FP	16,9	64,9	2,1	83,8
CGC	65,1	13,5	3,3	81,9
CFTC	28,9	31,2	9,7	69,7
FGAF	4,6	3	1,5	9,1
Total	1073,2	894,1	439,9	2407,2

La CGT 1ère dans la F.P.

En 2018, la CGT avait maintenu sa première place dans la Fonction Publique. Toutefois, la perte de 1,2 point par rapport aux élections de 2014 réduisait un peu plus l'écart avec la deuxième organisation, la CFDT, qui obtenait 19 % et même FO, en troisième position, qui représentait 18,1 % des travailleuses et travailleurs de la Fonction Publique. Il n'est évidemment pas question de se flageller et encore moins de se résigner.

Bien au contraire, la mobilisation doit être d'autant plus grande quand on sait combien notre représentativité est importante.

Les médias ne sont pas en reste quand il s'agit de pointer que notre organisation est relayée en deuxième position, derrière la CFDT. On peut même dire qu'ils en font des gorges chaudes.

Si effectivement la CFDT a gagné du terrain dans les boîtes privées, la CGT reste la première organisation dans la Fonction Publique. Il nous appartient, maintenant, de nous mettre en ordre de bataille afin de conforter notre première place, voire de creuser d'avantage l'écart, afin de redevenir la première organisation syndicale dans le pays, à la fois dans le public et dans le privé.

Si déjà, la présence de la CGT apparaissait comme primordiale dans nos établissements, celle-ci devient indispensable avec la loi de transformation de la Fonction Publique et la fusion des instances, mettant fin aux CHSCT, entre autres. En somme, la transposition de la loi travail dans la Fonction Publique qui nivèle toujours un peu plus par le bas, et donne tous les pouvoirs aux directeur-trices d'établissements.

Si lors du 52^{ème} congrès, le réinvestissement du terrain par les militants CGT était une des priorités, en territoire, nous devons et ne pouvons que nous inscrire dans cette démarche. Cela commence par la mise en place de plans de formation « action et par-

rainage », de communication permanente mais également de syndicalisation et de déploiement.

Dans cet optique, il est impératif que toutes les structures de notre organisation travaillent en lien, que ce soit l'UD, les UL, les syndicats et tous ceux qui peuvent et doivent s'inscrire dans le projet. Le coup d'envoi a été lancé. Une première réflexion de travail a donné lieu à quelques propositions. Chacun peut y apporter des modifications et des compléments en s'inscrivant dans le collectif « Elections Fonction Publique » dont une réunion se tiendra lundi 2 mai 2022, à partir de 9h00, dans les locaux de notre Union Départementale. Patrick Thomas et Magalie Ferreira Neves sont les référents de ce collectif et se tiennent à votre disposition.

Affichons notre différence

À la CGT, contrairement à d'autres organisations syndicales, nous ne sommes pas des VRP. Pour autant, chacun d'entre vous travaille et milite avec ferveur au quotidien, arrachant aux tauliers des droits et des avancées en matière de conditions de travail. Il n'est pas insolent de la revendiquer. C'est en mettant en avant nos victoires

que nous pourrions redonner du sens à notre action syndicale auprès des collègues, mais également en montrant la place de la Fonction Publique et ses agents dans notre société. Ces élections constituent un enjeu capital si nous voulons redevenir le premier syndicat en France.

En ces temps incertains et instables, tant dans le pays qu'à l'échelle mondiale, la CGT reste la seule force d'opposition.

Tous ensemble, relevons le défi de remporter les élections Fonction Publique. Pas une voix ne doit manquer.

*Magalie Ferreira Neves
et Patrick Thomas*



Se coordonner pour le pouvoir d'agir en AURA

Parallèlement à un contexte national et international singulier, la deuxième Conférence Régionale CGT Auvergne/Rhône-Alpes s'est tenue les 07 et 08 Avril 2022 à Super-Besse. Pour mobiliser le monde du travail et gagner du progrès social, les Unions Départementales et les Professions ont évalué le chemin parcouru et défini une nouvelle feuille de route pour les trois années à venir.

Les territoires : enjeu de classes

La bataille de classe, par le biais des nouveaux territoires régionaux, doit s'adapter et se structurer pour combattre l'exploitation des richesses créées par le travail. Les évolutions des décisions du camp d'en face, des décisions articulées différemment pour mieux spécialiser les territoires et les mettre en concurrence, ont poussé la CGT à imposer d'autres choix dans ce contexte de réformes et de mutations. Le Comité Régional CGT Auvergne/Rhône-Alpes, au travers ses Unions Départementales et ses Professions représentées par 140 conférenciers, a largement débattu de ces thèmes-là.

La lutte, dans un contexte sanitaire, social et international, très rude, est nécessairement évoquée avec l'évidence d'avoir à travailler dans ses formes et ses moyens. Après une présentation de nos forces dans la région, où la CGT reste la première organisation en termes de représentativité, et une réflexion sur l'appropriation des besoins des travailleurs suite aux différentes mutations du capital en Auvergne/Rhône-Alpes, les débats se sont articulés autour de cinq tables rondes.

« L'environnement est ressorti comme un enjeu de développement humain durable. »

Ainsi, l'intérêt d'une relance de l'industrie et des services publics ne se trouvant que dans l'intégration de la transition écologique et l'importance de préserver la biodiversité, l'environnement est ressorti comme un enjeu de développement humain durable. Une partie des réponses sera industrielle mais, uniquement, si des moyens sont donnés aux salariés et aux entreprises afin d'organiser cette

transition. Inventer un nouvel âge de la démocratie, au travail comme dans la cité, sera une solution au rejet d'un système de domination.

Rendre nos mandats plus efficaces

Fort de ses 300 mandats dans les différents organismes qui impactent la vie des salariés (Sécurité Sociale, Ceser, CAF, etc...), les camarades réaffirment leur volonté de mieux se coordonner afin de s'opposer plus efficacement aux axes politiques suivis par le gouvernement. Les congressistes ont insisté sur le fait de redonner au peuple son pouvoir d'agir pour faire société, pour toujours recommencer à répondre par l'espérance sociale. De plus, un focus a été fait sur la défense de notre système social par un consensus sur les luttes à venir. Il faudra remettre le sujet de « notre sécu » au centre de nos priorités, comme les retraites, et lutter contre le démantèlement des outils de santé au travail. En communiquant davantage et mieux pour faire connaître nos initiatives, en insistant sur nos campagnes d'information plus fortement, nous donnerons une nouvelle dynamique à la reconquête de notre Sécurité Sociale. En outre, un travail reste à produire pour le maintien et la défense du logement dans la région où la précarité énergétique et de l'habitat progresse dangereusement.

L'entreprise, l'atelier au cœur

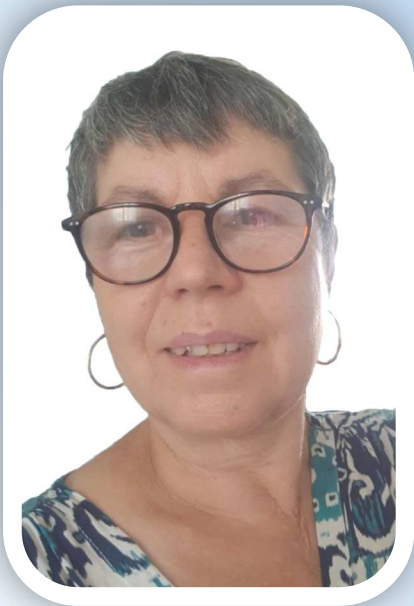
Le premier lieu d'intervention de la CGT reste l'entreprise, le service, l'établissement et ses principaux ou-

tils sont : les syndicats, les unions locales et départementales. Nous devons nous améliorer : par la formation syndicale en augmentant le nombre des formations de formateurs ; par une meilleure communication interne, numérique, en appuyant les responsables à la communication des UD ; par la syndicalisation et la formation des élus et mandats. L'affrontement capital/travail se passe d'abord et avant tout sur le terrain, et les camarades doivent être outillés pour y gagner des avancées.

Pour autant, la CGT de notre région, par ses différentes structures, doit s'approprier l'organisation régionale des territoires, et surtout construire des rapports de force plus efficaces. Nos 12 Unions Départementales et nos Professions structurées en région ont confirmé, sur ces deux journées, l'importance de travailler ensemble, de se coordonner malgré les distances et les différentes spécificités que possèdent l'Auvergne et le Rhône-Alpes. Elles ont validé une nouvelle feuille de route et des axes de travail pour rester, plus que jamais, force de propositions et de luttes. La CGT doit franchir un cap du travail ensemble pour « vivre et travailler toutes et tous, moins, mieux, en bonne santé » avec des objectifs réalisables, conciliant qualité de vie syndicale et ambition revendicative.

Sylvain Balouzat





Le chemin est tracé

Rosa Da Costa a été, dès la première heure, une actrice de la construction du Comité Régional CGT AURA. Elle entame un second mandat de responsable du Comité aux côtés d'Agnès Naton, Secrétaire Générale. Elle nous donne sa perception du mandat à venir.

Echo-flash : *Quel bilan dresses-tu de ce premier mandat du nouveau Comité Régional AURA ?*

Rosa Da Costa : Un bilan positif et une activité intense, à partir de la feuille de route et des priorités que nous nous étions donnés lors de la conférence régionale de juillet 2018. Nous avons proposé et mené un certain nombre d'activités revendicatives, à partir des besoins identifiés dans les territoires, et par les professions de notre région. Des initiatives ont été proposées et organisées autour des questions de santé, de protection sociale, de services publics de proximité et d'égalité d'accès des usagers, de transports, de logement, d'enseignement, de culture, d'industrie... Cela s'est également traduit par des actions très concrètes, comme par exemple, les 2 journées d'étude que nous avons tenu sur la sécurité sociale, l'animation, la coordination et la formation des mandatés dans les organismes de Sécurité Sociale. Le Comité Régional a également été en appui sur un certain nombre de luttes. Je citerai, en particulier, celle des salariés de Luxfer pour le maintien de leur outil de travail, mais aussi en étant présent lors des mobilisations pour les libertés syndicales, chaque fois que des militants ont été victimes de répression.

Echo-flash : *Cinq tables rondes se sont tenues : cette organisation a-t-elle facilité l'appropriation des thématiques traitées ?*

Rosa Da Costa : Nous avons souhaité organiser un travail par atelier, car nous avions conscience qu'il nous permettait d'approfondir les sujets. Mais les locaux n'étaient pas adaptés pour ce type d'organisation. Or, il nous semblait important d'appréhender un certain nombre de thématiques. Nous avons d'ailleurs préparé notre conférence régionale, longtemps en amont. Pour ce faire, nous avons rencontré les Unions Départementales et les Professions pour connaître les points à travailler. Les tables rondes, conduites sous la houlette d'animateurs ayant une riche expertise des sujets à traiter, avec des intervenants ayant également la maîtrise des sujets évoqués, ont permis d'aboutir à des échanges et débats imprégnés de ces richesses.

Echo-flash : *Au global, quel enseignement peut-on tirer de cette conférence et quels sont les principaux objectifs retenus ?*

Rosa Da Costa : Je ne suis pas certaine que l'on puisse à proprement parler d'objectifs. Néanmoins, nous avons défini ce que l'on pourrait qualifier de « feuille de route » pour la prochaine mandature de 2022 à 2025. Cette vision a été partagée par toutes et tous. À l'exemple de :

– Travailler en AURA

Construire et soutenir des projets syndicaux alternatifs autour de l'industrie, des services publics, en combinant le respect du climat, de l'environnement, les droits humains et sociaux, et les enjeux de dé-

mocratisation du travail en associant les syndicats, les professions et les structures locales.

– Vivre en AURA

Avec, entre autres, la volonté d'approfondir, à partir des enjeux de l'aménagement de notre territoire, une campagne pour des services publics de proximité, pour l'égalité d'accès des usagers à la culture, au transport, à l'école et aussi l'accès au numérique pour tous.

– Habiter en AURA

Prendre toute sa place dans les enjeux qui portent la question des transports, des instances consultatives, de l'énergie, du logement, de l'environnement...

– Outiller pour agir

En réinsistant sur nos priorités pour donner des moyens à nos forces militantes avec la formation syndicale, la communication, le rôle de nos élus et mandatés, sans oublier les questions de la représentativité et du droit syndical.

Propos recueillis par J.P. Pradel

Militants, adhérents, ensemble soyons solidaires

Depuis plus
de 30 ans,
la Macif protège
l'activité
syndicale

partenariat@macif.fr



MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.